

Les révoltes populaires d'Ancien Régime produisent-elles une culture ?

Pr. Alain Hugon, Université de Caen Normandie

La deuxième intervention du cycle de conférences « La Forge de l'Histoire » a eu lieu à Mulhouse, dans les locaux de la Fonderie, le jeudi 6 décembre 2018. Les étudiants de l'Université de Haute-Alsace de troisième année de Licence d'histoire, ainsi que leurs camarades de première année de Master Histoire, Civilisations et Patrimoine ont eu le plaisir d'accueillir Alain Hugon, professeur d'histoire moderne à l'université de Caen Normandie. Cette rencontre s'inscrit dans le projet pédagogique « La Forge de l'histoire », cofinancé par la F.S.E.S.J. (Faculté des Sciences Economiques, Sociales et Juridiques), Novatris et la Société d'Histoire et de Géographie de Mulhouse. S'intégrant dans la thématique du cycle « Révoltes et Révolutions », son propos s'est articulé autour de la problématique suivante : Les révoltes populaires d'Ancien Régime produisent-elles une culture ?

Après un propos introductif mené par un étudiant faisant le parallèle avec l'actualité et le mouvement des Gilets Jaunes, l'intervention de Monsieur Hugon s'ouvre sur le tableau de Domenico Gargiulo, *L'assassinat de Don Giuseppe*, représentant Naples en insurrection en 1647. Il souligne que cette image concentre tous les stéréotypes de la révolte et met en avant son caractère violent et sauvage. Il existe des stéréotypes sur les représentations des révolutions et révoltes propres à l'Ancien Régime, et d'autres qui ont survécu jusqu'à notre époque. Par ailleurs, les sources ont le défaut d'être biaisées, étant majoritairement celles des vainqueurs des conflits, d'où la nécessité d'un important recul.

Alain Hugon explique ensuite la chronologie qu'il choisit d'étudier. Il commence au XIVe siècle car c'est à cette époque que se déroulent de grandes révoltes comme la Grande Jacquerie de 1358 ou les mouvements paysans dirigés par Wat Tyler de 1381 en Angleterre. Ces révoltes ont en commun d'être, pour la plupart, antifiscales et commencent généralement lors d'un jour non ouvré, souvent à la suite de rumeurs ou d'événements déclencheurs. L'autre borne chronologique est le début du XVIIIe siècle, car la conception de la révolte se modifie avec le développement du cartésianisme. On assiste à une crise de la conscience européenne portée par des philosophes qui s'opposent à l'orthodoxie des religions, critiquant les Écritures et les dogmes de l'Église. Tout cela témoigne de l'évolution de la perception des temps historiques où la chrétienté perd de son emprise.

Par la suite, Alain Hugon parle de l'historiographie des révoltes, notamment des notions de « violence » et de « foule ». Les révoltes sont assimilées à des représentations de foules violentes, aveugles et idiotes, qui sont anonymisées par les sources produites par les élites qui ont le capital culturel nécessaire pour les créer, dans le but de discréditer les révoltés. Ces éléments sont repris par l'historiographie qui apparaît au XIXe siècle, mais cette dernière est remise en cause, dans la mesure où elle associe les événements étudiés à des stéréotypes. L'accent est mis sur « l'économie morale de la foule » (Edward P. Thompson), cette dernière ayant plusieurs objectifs : souci d'affirmation de la propriété privée, justesse des prix, châtement des profiteurs de misère et légalité des actions entreprises. Elle légitime ainsi ses actes par l'inaction de la justice, et la violence vise à rétablir, selon les révoltés, un

certain équilibre. La notion de violence et les valeurs qui y sont associées doivent donc être questionnées par l'historien.

Après cela, l'intervenant aborde le vocabulaire des révoltes et des régimes politiques. Les termes pour désigner une révolte sont nombreux, mais volontairement imprécis, car leur polysémie permet d'euphémiser le discours. Ils sont employés par les vainqueurs afin de justifier leur représentation de la situation. Les mouvements de révolte victorieux, sont donc appelés des restaurations par leurs contemporains, étant donné qu'ils sont jugés politiquement légitimes, préférant des termes mieux connotés pour se justifier et des termes péjoratifs visant à décrédibiliser l'adversaire. Ce vocabulaire de la violence et de l'opposition met en cause les régimes politiques afin de s'assurer l'adhésion du peuple.

Alain Hugon évoque la question des sources, centrales dans tout travail d'historien. Ces dernières sont généralement rares et lacunaires, puisqu'elles sont souvent détruites lors des émeutes. D'autre part, la suppression mémorielle qui suit souvent les révoltes interdit de les évoquer ; les événements passés doivent être oubliés comme s'ils n'avaient jamais eu lieu. Enfin, les documents issus des élites, mobilisant des supports nobles, ont mieux survécu que les sources provenant d'autres supports. L'iconographie joue également sur l'apparence que l'on veut donner aux révoltés, comme l'évoque Alain Hugon, à travers les exemples de Masaniello et de Robespierre : leur apparence est stéréotypée, exagérée en beau comme en laid selon qui la reproduit. Les sources peuvent néanmoins abonder, l'intervenant évoquant ses propres expériences de recherches lors desquelles il a trouvé plus de quatre cent cinquante sources (copies comprises) à propos de la Révolte napolitaine de 1647. Celles-ci ne sont néanmoins pas systématiquement complètes, et comporte un biais pouvant aller jusqu'à la construction d'une certaine mythologie autour de la révolte, Masaniello étant un personnage suscitant une grande curiosité. Cela prouve à quel point l'historien est tributaire des sources existantes.

La dernière partie d'Alain Hugon porte sur la question de l'histoire de la culture des révoltes. Dans l'historiographie, il y a une absence de travaux sur celles-ci depuis les années 1980, en particulier dans une approche globale. Souhaitant proposer une autre perspective, notamment internationale, un programme de recherches a été créé et financé. De 2013 à 2017, ce projet nommé C.U.R.R. (Culture des Révoltes et Révolutions) a regroupé vingt chercheurs français et vingt chercheurs étrangers, qui ont réfléchi ensemble sur cette thématique des révoltes, sur une période allant du XIV^e siècle au XVIII^e siècles. Ce programme donne lieu à plusieurs colloques et ouvrages collectifs et permet d'enrichir les connaissances sur cette thématique. Alain Hugon conclut en mettant en valeur la nécessaire distance vis-à-vis de la subjectivité des partis s'affrontant lors de ces événements, et les difficultés auxquelles sont confrontés les historiens pour un traitement objectif.

Après de chaleureux remerciements, le débat s'ouvre sur la légitimité d'une culture commune de la révolte, prenant l'exemple de la Catalogne en 1640. Alain Hugon répond que le patriotisme est une notion anachronique, que le roi est visé par ces révoltes, non pas en raison de ses origines pouvant être étrangère aux locaux, mais bien parce que celui-ci s'en prend à leurs intérêts économiques.

La question suivante porte sur la possibilité des révoltes se propageant dans les pays voisins, ce que Alain Hugon réfute, évoquant la concomitance de plusieurs révoltes, bien que

dénuées de points communs entre elles. Les cultures, les cadres intellectuels et les foules sont trop différents.

S'en suit une question sur les mots pour désigner les révoltés et leur utilisation. Alain Hugon répond que ceux-ci ne se réapproprient pas les termes, sauf dans une idée de provocation en cas de révolte qui récidive.

Ensuite vient une question sur l'abondance des sources napolitaines par rapport au reste de l'Europe. Une des raisons peut se trouver dans la prise en charge de ces révoltes par des élites lettrées, qui parviennent alors à en garder une trace écrite, le tout dans une des plus grandes villes où règne une forte tradition intellectuelle.

La question d'après porte sur l'usage des écrits et leur importance, avec notamment l'usage des libellés dans cette société d'Ancien Régime qui est ritualisée, selon Alain Hugon. Il y a un réemploi constant de ces écrits. Cependant, en raison de l'analphabétisation de la majorité de la population, l'écrit est indissociable de l'image.

L'avant-dernière question concerne d'éventuelles influences républicaines dans l'empire des Habsbourg, ce à quoi Alain Hugon répond avec l'exemple de la Révolution hussite, qui est davantage d'ordre religieux, tout en rappelant que 'république' et 'monarchie' ne sont pas antinomiques.

Enfin, la conférence se conclut sur la question de contre-révoltes, Alain Hugon prenant alors l'exemple de la Révolte anti-jacobine de Naples en 1799.

Captivante mais aussi éclairante, cette deuxième conférence de La Forge de l'Histoire a donné aux étudiants matière à réflexion, puisque ces échanges sur les révoltes populaires de l'Ancien Régime ont trouvé un écho tout particulier en cette période de contexte social difficile, avec le mouvement de contestation des Gilets Jaunes. Ce fut donc une belle démonstration pour les étudiants du rôle de l'Histoire dans nos sociétés contemporaines.

Compte rendu rédigé par Bastien Aillet, Mathilde Brand,
Manon Cardot, Alfio Giangiulo,
Coralie Gonera, Gwendoline Zwinck